

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans, de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales et de la commission des jeunes agriculteurs du 3 janvier 2025

## Faire revivre le modèle de l'exploitation agricole familiale

**La durabilité économique des familles paysannes de Suisse est incertaine. Cette remise en cause se répercute sur la durabilité sociale et freine les évolutions nécessaires. À l'occasion de sa conférence de presse de début d'année, l'Union suisse des paysans appelle les acheteurs, la politique et le Conseil fédéral à prendre leurs responsabilités.**

Travailler entre 60 et 66 heures par semaine pour un salaire inférieur à 5000 francs par mois : telle est la réalité des familles paysannes en Suisse. Organisée avec le concours de la commission des jeunes agriculteurs (COJA) et de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF), la conférence de presse de début d'année de l'Union suisse des paysans (USP) s'est tenue cette fois-ci sur l'exploitation agricole de Gabi et Beat Schürch-Wyss à Kirchberg et portait sur la mauvaise situation du revenu agricole et ses conséquences.

Dans le cadre de la conférence, les Schürch ont présenté les comptes de leur exploitation laitière. Sur cette ferme traditionnelle où sont élevées des vaches laitières et cultivées des grandes cultures, le revenu agricole est proche de la moyenne suisse de 17 francs de l'heure, valeur communiquée dans un rapport du Conseil fédéral en 2024. Les chiffres relatifs aux revenus dans l'agriculture qu'a présentés l'Institut de recherche Agroscope en novembre dernier montrent que l'évolution économique dans le secteur agricole est préoccupante : les revenus stagnent, l'écart entre les familles paysannes et le reste de la population se creuse, la situation économique dans les zones des collines et de montagne continue de se détériorer. Selon l'article 5 de la loi sur l'agriculture, la Confédération est tenue d'améliorer la situation en prenant des mesures. Or, celles-ci se font attendre : ces dernières années, les exigences ont continué d'augmenter, y compris sur le plan administratif. Plutôt que d'investir davantage, le Conseil fédéral essaie chaque année de réduire les fonds alloués à l'agriculture. Par chance, le Parlement a contrecarré les intentions du gouvernement lors de la session d'hiver. La faiblesse des revenus constitue aussi un grand problème social. La satisfaction de son travail, une bonne prévoyance privée ou la disponibilité de remplaçants pendant les jours de congé et les vacances présupposent une certaine marge de manœuvre financière, laquelle fait tout simplement défaut à l'heure actuelle. La priorité est que la Confédération se serve d'indicateurs parlants pour évaluer la situation financière et accorde à la durabilité économique l'importance qui lui est due. Le délestage de la charge administrative et un cadre politique stable qui englobe l'ensemble de la chaîne de création de valeur et laisse de la place pour l'innovation et le développement constituent d'autres exigences prioritaires. En outre, il est primordial que des instruments soient élaborés en vue de la PA30, de sorte que l'agriculture puisse améliorer ses revenus sur les marchés.

Cependant, la politique n'est pas la seule à devoir prendre ses responsabilités. Les acteurs de la chaîne de création de valeur ont une influence considérable sur la situation financière des familles paysannes. En Suisse, les exploitations agricoles génèrent quatre cinquièmes de leur revenu grâce à la vente de leurs produits. Il devrait aller de soi que les recettes ainsi générées non seulement couvrent les coûts de production, mais aussi permettent des investissements pour l'avenir. Notamment dans la production végétale, ces recettes sont trop faibles à l'heure actuelle pour compenser l'augmentation des risques de culture. Pourtant, la société devrait se soucier du renforcement de ce secteur.

Les familles paysannes sont fières de produire des denrées alimentaires de qualité. La population suisse a envie d'une agriculture indigène diversifiée. À cet effet, il est urgemment nécessaire d'améliorer les perspectives économiques et sociales, notamment pour les jeunes agriculteurs, afin de faire revivre le modèle à succès de l'exploitation agricole familiale.

Page 2 | 2

*Renseignements :*

*Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93*

*Gabi Schürch, vice-présidente de l'USPF, tél. 079 735 08 77*

*Damien Rey, président de la COJA, tél. 079 566 38 10*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*